



1 er Mai 2015 en Lozère

Journée de luttes et de solidarités internationales

Un 1^{er} mai unitaire à dimension européenne pour le progrès social

Le 1^{er} mai, journée de solidarité internationale des travailleurs, aura cette année une dimension européenne particulière.

Dans beaucoup de pays européens, les populations subissent des politiques d'austérité et de réformes, réduisant les droits des travailleurs et leur protection sociale. Il faut stopper ces politiques et investir pour des emplois de qualité et une croissance tenant compte des impératifs de développement durable. En France des dizaines de milliers de personnes ont manifesté récemment en ce sens, notamment contre la Loi Macron.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a décidé de faire du 1er mai une journée de mobilisation unitaire et convergente des salarié-e-s, retraité-e-s et des chômeurs-es partout en Europe.

Les organisations syndicales réaffirment, dans la suite du 11 janvier, que la démocratie, la république, la paix, les libertés de pensée et d'expression sont des biens communs qu'elles sont décidées à défendre face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation.

La convergence des mobilisations partout en Europe ce 1er mai sera un signe fort adressé aux différents gouvernements et aux patronats pour exiger une construction européenne fondée sur le progrès social, s'appuyant sur le renforcement du dialogue social et des droits sociaux.

Le bras de fer engagé entre le gouvernement grec et la troïka constitue une note d'espoir, non seulement pour le peuple grec mais pour contrer les politiques austéritaires dans toute l'Europe. Le soutien et la solidarité du mouvement social dans son ensemble sont indispensables.

Il y a urgence pour :

- promouvoir la protection sociale,
- combattre et réduire le chômage,
- permettre la création d'emplois,
- développer les investissements pour relancer l'activité économique,
- promouvoir les services publics,
- améliorer les salaires, les retraites, les pensions et les minima sociaux et promouvoir l'égalité salariale femmes-hommes !

Cela nécessite une toute autre politique :

Des alternatives sont possibles : elles passent par la lutte contre l'évasion fiscale, la fin des cadeaux sans contre partie au patronat. Ces mécanismes largement favorables aux créanciers et aux riches n'ont fait que plonger le pays dans l'austérité.

Rassemblement 10 h30 Place de la République à Mende

à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de l'UNSA